

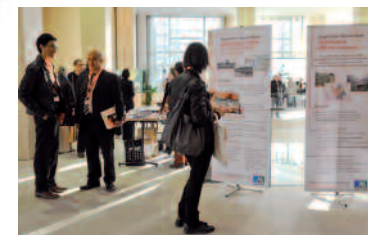
Le journal des Assises



4^e Assises Régionales de la coopération décentralisée et du développement solidaire

Les nouvelles solidarités francophones dans l'éducation et la formation professionnelle

15-16 octobre 2009
Conseil régional d'Aquitaine



Édito

Bien entendu, impossible n'est pas francophone

Voilà 7 années que le conseil régional d'Aquitaine organise ce rendez-vous biennal et international. 7 ans ! L'âge de raison.

Ces 4^e Assises de la coopération décentralisée et du développement solidaire gagnent en maturité, comme en témoigne la volonté de devenir un lieu de réflexion montrant et ouvrant le champ des **possibles**.

Il y est **possible** de réunir et de faire partager des expériences fortes et très différentes. Celle de la mise en place de structures artisanales coopératives au Sénégal et en Guinée par une association basque avec celle d'un portail offrant à la fois la possibilité

d'apprendre le français via la méthode que l'internaute se choisit et, pour ce même internaute, d'échanger les vidéos de son travail artistique.

Il y est aujourd'hui **possible** de parler de coopération sans condescendance, ni emphase, avec pragmatisme et professionnalisme.

Il y est **possible** aussi qu'une association malienne vienne nous apprendre comment elle organise, malgré les coupures d'électricité, des sessions de formation à l'usage de l'outil internet.

Il y est **possible** de trouver des informations pour boucler votre dossier de projet de construction d'école dans le village d'où vous êtes origi-

naire comme de croiser le recteur d'une université égyptienne ou québécoise.

Il y est encore **possible** que vous rencontriez, le temps d'une pause, un représentant d'association marocaine qui discute avec son correspondant aquitain.

Il y est **possible** qu'en soirée, dans un moment de convivialité, se mélangent les notes rondes d'un vin de Bordeaux avec celles d'une musique métissée.

Il y est **possible** d'affirmer que les territoires sont les nouveaux leviers du Développement.

Il y est alors **possible** qu'un président d'une région française propose la création d'une « fratrie universitaire »

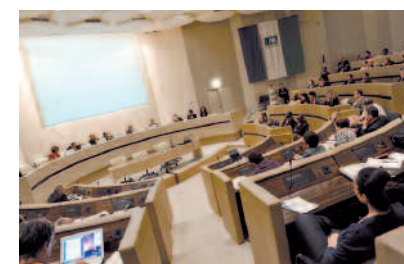
internationale et rêve d'un Institut des mondes africains. Tout (ou presque) est **possible** lorsqu'on partage la même langue, avec toutes ses inflexions, et des valeurs communes comme la laïcité et le souci d'un développement harmonieux et durable de la planète, en filigrane de ces rencontres.

Sur ces principes, l'ambition portée par la Région Aquitaine est déjà une réalité.

Dans les pages qui suivent, il est enfin **possible** de lire ce que sont aujourd'hui et quelles seront bientôt les nouvelles solidarités francophones dans l'éducation et la formation, thème de ces 4^e Assises.

Sommaire

- Édito 1
- Les grands enjeux... 2 à 3
- Partage d'expériences 4 à 6
- Témoignages 7
- Carte 8



Une éducation pour tous dans quelle Francophonie ?

L'introduction des débats est faite par un point de méthodologie. Les notions d'éducation et de francophonie sont reprises dans deux exposés recontextualisant les travaux de ces journées.

Depuis la mise en place du programme « Education pour tous » (EPT), chaque année l'Unesco publie le rapport mondial de suivi de ce programme, faisant le point sur ce qui est entrepris pour fournir une éducation de base à tous les enfants, jeunes et adultes d'ici à 2015. Nicole Bella, responsable du volet statistique de ce rapport, présente le document sous l'intitulé : « Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance ». Elle rappelle que le programme EPT déborde les Objectifs du Millénaire pour le Développement (seulement deux thèmes y traitent d'éducation) et indique que si « des progrès remarquables ont été réalisés, le monde n'est pas sur la bonne

voie pour réaliser l'EPT d'ici à 2015 ». Quelques chiffres à l'appui : en 2006, 75 millions d'enfants pour le primaire n'étaient pas scolarisés dont 55% de filles ; 800 millions d'analphabètes dans le monde... Pour répondre à ce défi, les recommandations du rapport



insistent sur la gouvernance et la gestion de l'éducation. *(en savoir plus : www.efareport.unesco.org)*

Ensuite, un état de la Francophonie est brossé par Richard Marcoux, directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF). En évoquant les limites du recensement des locuteurs francophones (perspective de 1,2 milliard pour le milieu du XXI^e siècle), il affirme encore que « l'avenir de la Francophonie se trouve en Afrique », et que

l'école constitue le levier et le meilleur transmetteur de la langue française. Sur le continent africain, depuis 1960, le nombre d'enfants en capacité de lire et d'écrire le français s'est considérablement accru. Derrière cette statistique encourageante, des réalités toujours alarmantes. Au Mali, par exemple, en 1998, 75% de la tranche d'âge 12-14 ans n'avaient pas cette capacité. Son exposé se termine sur l'injonction d'une solidarité du Nord francophone vers ce Sud francophone. *(en savoir plus : www.odsef.fss.ulval.ca)*



« Nous sommes mûrs en région pour jeter les bases d'une nouvelle façon d'intervenir en tant que partie prenante de la politique étrangère de la France. »

Le président du conseil régional d'Aquitaine

Table ronde Des voix multiples sur un même chemin

Autour de la table ronde « L'éducation pour tous dans les pays francophones. »

Véronique de Poncheville, secrétaire de Cap Coopération, donne le ton de cette première table ronde : « Sans éducation pas de développement humain. Pourtant 75 millions d'enfants n'ont pas d'accès à l'école... Pas de seconde chance pour eux non plus à travers une formation professionnelle ». Pour elle, le premier travail à réaliser est celui d'un diagnostic partagé, rendu possible par la prise de parole ici et maintenant de toutes les familles d'acteurs, de la petite association à l'université.

En rappelant que le thème de la formation professionnelle n'est pas présent dans les Objectifs du Millénaire, Barbara Murin, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) indique qu'avec peu de moyens, son organisation travaille dans le cadre du programme EPT. Deux axes à leurs travaux : accroître les capacités pédagogiques et améliorer la gestion des personnels des systèmes éducatifs.

De son côté, Roland Biache, délé-

gué général de l'ONG Solidarité laïque/coalition nationale « Education pour tous », propose une stratégie globale pour une meilleure coordination et cohérence, insistant notamment sur la sécurisation du financement de la coopération éducative et rappelant l'importance de la notion de gouvernance.

Avec une expérience de terrain, Thierry Cornillet, président de l'Association internationale des régions francophones (AIRF) pointe la sensible question d'évasion des élites et propose de porter une attention

particulière aux moyens connexes à l'éducation : la télévision, Internet, ou l'action culturelle, à l'instar du prix littéraire francophone qu'organise, entre autres initiatives, son association.

Enfin, dans une intervention dynamique, Yao Ydo, conseiller régional Unesco et membre du Breda (bureau régional pour l'éducation en Afrique), apporte des éléments nouveaux dans les débats, en introduisant notamment une interrogation sur la place des langues nationales dans l'éducation et l'incontournable question de



« Il n'y a pas de défi plus stimulant que de s'assurer que toutes et tous aient un droit à l'éducation en langue française de qualité, où qu'ils soient en Francophonie. »

Denis Brière,
recteur de l'Université Laval (Québec)



l'alphabétisation, entendue aussi comme remède contre la pauvreté et levier pour la démocratie. Si un consensus se fait sur l'importance de l'éducation, depuis la salle, une question de fond : une éducation de qualité, mais quelle qualité ? Définie selon quels critères ?...

Une nouvelle priorité, un nouveau champ de travail

Autour de la Table ronde « Enseignement supérieur, formation professionnelle et bailleurs de fonds. »

Est-ce parce que le thème des financements était abordé que cette table ronde a connu une forte animation ? Quelques traits d'impertinence, que d'aucuns avaient espérés, ont suivi les exposés à la tribune. Ces interpellations ont permis à ces intervenants, représentant des acteurs majeurs de la Francophonie et du Développement dans ses multiples dimensions, de préciser le sens de leurs actions.

On parlait ainsi aussi bien d'aide au développement des universités francophones que de l'aide humanitaire, de lutte contre la pauvreté et bien sûr d'aide à l'éducation. En la matière, les champs de l'enseignement supérieur et de la recherche, comme celui de la formation professionnelle, ne sont apparus que depuis peu comme une priorité pour les organisations internationales. Bernard Cerquiglini, recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) rappelait que l'Unesco ne lui a conféré ce caractère que très récemment, lors de sa conférence mondiale à Dakar, en juillet 2009... On pouvait entendre cela comme un encouragement au travail qu'entreprend l'AUF depuis 1961. D'autant plus qu'on assiste depuis

plusieurs années à un développement considérable du nombre d'étudiants dans les universités africaines avec lesquelles l'AUF est partenaire. Les actions qui y sont menées le sont dans l'excellence et une réelle coopération qui répondent à des besoins définis en commun. De citer quelques réalisations, comme l'institut Panafricain de gouvernance universitaire, les programmes Horizons Francophones (formation des universitaires en postes) ou les Campus Numériques Francophones en matière de formation professionnelle. Dans ses activités, l'Agence Française de Développement (AFD) est à la fois opérateur et « banquier ». Paul Coustère, son directeur de l'éducation, rappelle que l'Agence a inscrit l'aide à l'éducation et à la formation dans ses axes de travail, à côté de l'appui aux opérateurs économiques et la préservation des biens publics mondiaux. Il insiste sur la nécessaire implication de toutes les composantes du système éducatif, du primaire à la formation professionnelle – un secteur nouveau d'intervention pour l'AFD - en passant aussi par l'enseignement supé-

rieur, pour un développement réussi.

Sur ce thème, Jackie Fourniol rappelait que les bailleurs de fonds étaient plus souvent enclins à se spécialiser plutôt que de travailler de manière globale, comme certains acteurs du Sud le souhaiteraient. A contrario, les programmes de lutte contre la pauvreté, trop souvent « fourre-tout », qui pouvaient comporter un volet éducation, étaient loin de répondre efficacement aux problèmes.

Les aides à l'enseignement supérieur comme à la formation sont aussi des secteurs où l'Union européenne intervient peu, bien qu'elle soit un acteur important de l'aide au développement. Second donateur mondial pour l'aide humanitaire, 3^e donateur pour l'aide au développement, via EuropeAid, l'UE (les Etats membres et la Commission) participe pour 60% à l'aide au développement. Luc Bagur, responsable d'EuropeAid, s'interrogeait sur le devenir de cette politique d'aide, eu égard aux futurs changements dans le fonctionnement de l'Union après l'adoption du traité de Lisbonne...



Entendu

« Je souhaite que nous développions plus avant les mobilités Sud-Nord mais aussi de plus en plus Nord-Sud, en sortant du seul schéma humanitaire. »

Le président du conseil régional d'Aquitaine



Entendu

« Pour aboutir à l'EPT (éducation pour tous), il faudrait 1% de ce que les Etats ont injecté dans les banques ces derniers mois. »

Le vice-président aux relations internationales et européennes du conseil régional d'Aquitaine



Et l'école créera la femme...

Autour de l'atelier 1 « Accès à l'éducation dans un espace francophone, résistances et construction démocratique. »

Premier heureux constat qu'il faut (malheureusement encore ?!) faire : une majorité de femmes à la tribune de cet atelier autour de Amsatou Sow Sidibe, présidente de l'Institut des Droits de l'homme et de la Paix à Dakar (IDHP). Beaucoup de femmes aussi parmi les personnes intervenantes et celles venues présenter les actions menées, sur le thème central de cet atelier : l'accès des filles à l'éducation.

Devant un auditoire sérieux plus attentif que réactif, le thème est remis en perspective dans le cadre général des relations hommes-femmes dans des sociétés dont le système éducatif reproduisait les stéréotypes et les résistances.

À travers les études de cas essentiellement africains (au Mali et au Maroc), l'existence de bonnes pratiques atteste d'une amélioration en marche : « La reconnaissance d'un droit fondamental à l'éducation, exigible et consacré au niveau international, selon Jean

du Bois de Gaudusson, rapporteur de cet atelier et président du Réseau aquitain formation et information pour le développement (Rafid), doit permettre une vraie dynamique dans chaque Etat ». Si le rôle des pouvoirs publics est prépondérant, les initiatives de la société civile sont aussi importantes. La coopération et la Francophonie peuvent être des cadres opérants.

Le rapporteur conclut sa synthèse avec une question : « Comment concilier le respect des principes fondamentaux de la démocratie avec les caractéristiques d'une société qui ne les reconnaît pas forcément ?... »



Entendu

« La démocratie, ne peut voir le jour et s'enraciner tant que les filles ne peuvent accéder à la formation et à l'éducation. »

Awa Fall Diop,
directrice exécutive de l'Observatoire
sur les relations de genre au Sénégal (ORGENS)



Focus stand

Agir contre les inégalités

Genre en Action, réseau d'universitaires et d'associatifs, participe depuis 2003 aux débats sur les questions des inégalités hommes / femmes. Sa participation aux Assises prouve une nouvelle fois son implication dans le domaine de la solidarité internationale et du développement. Une militante rencontrée au stand de Genre en Action souligne l'importance « de l'influence des structures juridiques et institutionnelles ». Enrichie par l'apport théorique et les échanges informels, elle se montre très enthousiaste : « Nous devons agir ici et maintenant ».



Portrait de Pierre-Jean Roca

Pierre-Jean Roca, ingénieur agronome de formation et docteur en géographie, est le délégué de Cap Coopération*. Le dialogue entre les différents acteurs de la solidarité internationale faisant partie de leurs objectifs, il a un sentiment

très positif de ces Assises qui furent riches en rencontres et a notamment apprécié le discours du président du conseil régional, montrant un engagement clair de l'Aquitaine en faveur de la coopération décentralisée.

*Cap Coopération est le centre de ressources régionales pour la coopération internationale.

Annie Cheneau-Loquay, ce qu'elle en pense

Annie Cheneau-Loquay, directrice de recherche au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) est venue parler de son sujet de prédilection : les TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) en Afrique. Pour sa première participation aux Assises, elle tient à souligner l'importance de créer des « services de base comme l'eau et l'électricité » dans le domaine de la communication pour lutter plus efficacement contre l'enclavement numérique.



Le point de vue de Frédéric Rivière

Frédéric Rivière, journaliste à Radio France International, animateur des 4 éditions des Assises régionales de la coopération décentralisée. « Je ne suis pas un spécialiste de la coopération, mais je me suis toujours beaucoup intéressé au continent africain ». Animateur, médiateur, il distribue, relance et confronte les dires des intervenants. Souvent à l'aide d'une once d'humour, il mène le débat, il pose le décor et nous invite à y participer.

Les 4^e Assises vues par Frédéric Rivière : plus professionnelles et moins impertinentes.



Entendu

« La formation professionnelle technique est une voie d'excellence au Maroc ; ailleurs pas toujours. »

Jackie Fourniol,
grand témoin des Assises,
auteur de "La formation professionnelle
en Afrique francophone
Pour une évolution maîtrisée"



Atelier 2

Ouvrir les barrières, monter l'escalier

Autour de l'atelier 2 « Education et Technologies de l'information et de la communication. »

Président de cet atelier, Kangni Alem, dramaturge et metteur en scène togolais et membre du conseil permanent de la Francophonie, introduit la problématique des Tic – qui ne sont plus nouvelles – dans cette métaphore des barrières et de l'escalier.

Les barrières sont les nombreux obstacles, souvent simplement matériels ou d'alimentation électrique, pour accéder au réseau. Les montées d'escaliers sont rendues possibles avec les programmes et initiatives qui ont lieu aujourd'hui. Des programmes de qualité sont apportés de l'extérieur (Ifadem porté par l'OIF et l'AUF ou Pilaf porté par l'Université Laval). Mais on trouve aussi d'intéressantes initiatives locales (le projet Kunnafoni initié par Ali

Touré était très remarqué). Bien que très techniques – la réalité de la fracture numérique est d'abord technologique en même temps qu'une question commerciale –, ces débats ont aussi eu une portée humaniste intensément rendue dans la synthèse qu'en fit Xavier Perez, rapporteur de cet atelier. Pour répondre aux défis, celui de la dispersion des efforts entrepris comme celui de l'analphabétisme, la Francophonie apparaît comme un lieu privilégié de travail. « Le temps n'est-il pas venu pour ces Assises de construire un programme commun sur des initiatives francophones, avec le concours indispensable des populations ? ». Remettant au premier plan la notion de territoire que les Tic, et notamment Internet, semblaient vouloir gommer, cette question qui concluait la synthèse, au-delà d'un vœu, pouvait s'entendre comme une injonction.

Les mots de Richard Marcoux

Directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), responsable du Groupe interuniversitaire d'études et de recherches sur les sociétés africaines, directeur des Cahiers québécois de démographie, voici quelques-unes des fonctions de cet éminent chercheur.

A la question « Qu'est ce qui vous a marqué lors de ces Assises ? », Richard Marcoux répond : « Je suis vraiment impressionné du pouvoir qu'ont les Régions en France pour agir à l'international. Au Canada, cela n'existe pas : les Régions n'ont pas ce poids pour mener des projets de solidarité internationale. Les projets de cette envergure se font entre deux Etats ».



Ali Touré

Ali Touré est informaticien. Il met les pieds en Europe pour la première fois pour participer aux Assises. Alors que le Mali ne veut pas entendre parler de son projet, Ali est souvent sollicité par les médias internationaux pour parler de son association Kunnafoni. Il considère extrêmement important de pouvoir, à travers des rencontres comme les Assises, fusionner les décisions institutionnelles et le travail de terrain. Il veut permettre, par son témoignage, que les décisions politiques restent en adéquation avec les réalités qu'il vit au quotidien.



Focus stand

La Francophonie avant tout

L'Alliance française a pour mission la promotion de la langue française en France et à l'étranger. En Aquitaine, elle dispense des cours de français pour un public étranger diversifié. Pour l'Alliance française, la Francophonie est un réseau actif, un levier important pour le développement international. Par sa présence à ces Assises, elle a pu rencontrer les différents acteurs de la Francophonie et cela lui permettra de repositionner ses axes de développement.



Entendu

« Le 1^{er} ministre burkinabé a dit en plaisantant : « c'est bien qu'il y ait 30% d'analphabétisation dans notre pays, comme ça on continue à faire ce que nous faisons et la population continue à ne rien comprendre à ce que nous faisons ». Ne dit-on pas qu'il y a toujours une part de vérité dans les plaisanteries ? »



Yao Ydo, conseiller régional Unesco/Breda

Entre l'ombre de la mondialisation et la lumière venue des territoires

Autour de l'atelier 3 « Formation professionnelle et insertion économique. »

Cet atelier réunit l'auditoire le plus large de ces Assises, autour d'une thématique dont l'intitulé pouvait apparaître aux participants plus resserré que celle de l'atelier « éducation et démocratie » et moins technique que l'atelier « éducation et Tic ».

Ici, les échanges autour des enjeux de la formation professionnelle attachant éducation et économie sont introduits par un exposé magistral de Zeineddine Khelfaoui, qui tente d'explicitier ce lien et les conditions de sa réussite (ou non) dans les développements économiques différenciés des pays du Nord et du Sud, au regard de la mondialisation. Il rappelle d'emblée que l'investissement dans la formation peut réduire les inégalités existantes et comment dans l'économie moderne, il faut passer de la notion de capital humain (autour des compétences et des savoirs individuels) à celle de capital social, plus opérante.

Sont ainsi évoqués les défis et enjeux, à de multiples niveaux, de cette formation professionnelle : celui de la mise en œuvre de stratégies coordonnées par le Sud, afin de prendre place dans la libéralisation par la mise en correspondance des marchés avec les territoires, ou encore la nécessité de

sa mise en réseau au niveau local.

Rappel est fait encore sur le poids et le rôle de l'économie dite informelle bien que très structurée, « premier employeur » et lieu d'une véritable insertion, notamment au travers la transmission de savoir-faire traditionnels.

Des freins et limites : la problématique de la faim qui « obscurcit le paysage » et peut nous détourner des questions d'éducation ; « l'exportation » du caractère peu valorisant de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Enfin, des notes d'espoir et de lumière... D'abord avec la présentation de réussites locales dans les domaines de l'artisanat, avec les initiatives de l'association A-Freak-A, de l'agriculture avec la Fédération régionale et l'Union nationale marocaine des Maisons Familiales rurales ou de la santé avec l'Ispep (Institut de Santé publique, d'épidémiologie et de développement). Ensuite avec le travail de veille que mènent les ONG, à travers notamment Coordination Sud, sur l'efficacité des aides apportées.



Entendu

« A vouloir tout faire, on risque de tout rater. »

Clément Duhaime,
administrateur de l'OIF



Focus stand

Entretien avec Pascal Copard de la FARL, l'association des radios locales d'Aquitaine

« Nous représentons ici l'ensemble des radios de catégorie « A » en Aquitaine », nous disait le journaliste Pascal Copard de la radio R.I.G. « Ici les gens viennent se faire connaître ou élargir leur réseau, et nous aussi nous sommes concernés. Nous venons constater par nous-mêmes le point d'équilibre entre les discours et la réalité ». Lorsque nous lui posons la question de savoir en quoi cet événement est majeur, il nous répond : « Pour nous, les Assises c'est le moment de faire connaissance et d'apprendre des autres. C'est aussi le moment, l'occasion de formuler des critiques de vive voix en ayant devant nous des interlocuteurs réels et non virtuels. Il s'agit surtout de bien s'informer pour mieux informer ».



Entendu

« 90% des financements de l'éducation en Afrique proviennent de leurs propres ressources. »

Paul Coustère,
Agence Française du Développement



Témoignage

« Le temps de parole de chacun était très restreint, et il en est ressorti une frustration des intervenants. De même, les débats auraient gagné à être plus longs, et à constituer de véritables échanges public/intervenants dans les ateliers et tables rondes.

De nombreux acteurs du développement du Sud étaient présents, mais leur temps de parole m'est apparu limité par rapport parfois à des acteurs du Nord qui présentaient leurs initiatives. Peut-être devraient-ils être mis plus en avant ?

Enfin, nombreux sont ceux qui ont souligné que le vrai débat avait lieu en dehors des tables rondes, pendant les pauses et les déjeuners, et que le véritable échange qui avait de l'intérêt avait lieu entre les personnes, au cours des conversations. En tant qu'étudiante, je n'ai pas assez osé parler aux gens, et curieusement, le lieu le plus facile de rencontre a été les toilettes, car on était obligé de se parler ! Mais la fin des assises a été l'occasion de rencontres plus spontanées. »

Manon Muti, *IEP Bordeaux*

Les Assises sur les ondes

Dans le cadre des 4^e Assises régionales de la coopération décentralisée et du développement solidaire, qui se sont déroulées les 15 et 16 Octobre 2009 dans les locaux du conseil régional, la Fédération Aquitaine des Radios Locales s'est investie pour couvrir cet événement régional et international.

Elle a su mobiliser du personnel qualifié émanant de plusieurs radios du réseau : Aquil FM - Cap FM et R.I.G pour la Gironde, Radio 4 Cantons pour le Lot-et-

Garonne et Radio Oloron pour les Pyrénées-Atlantiques. Cela a été l'occasion de suivre les débats, réaliser des reportages pour mettre en valeur plusieurs intervenants et partenaires de cette manifestation. Les reportages ont été mis à disposition de l'ensemble des adhérents du groupement et à la possibilité d'écoute du public, quasi instantanément, sur le site de la FARL (www.farl.net) au sein d'une page spécifique consacrée à cet événement.





Entendu

« La technique on l'a, la volonté parfois moins. Mais quand le cœur parle, la technique suit . »

Xavier Perez,
Université de Bordeaux



Focus stand

Ressources internationales

Cap Coopération Aquitaine est un espace d'appui et d'échanges d'expériences pour les acteurs aquitains de la coopération internationale. Pour ce centre de ressources et de réflexions, ces Assises ont constitué



un lieu privilégié de rencontres. A cette fin, trois de leurs représentants ont participé aux débats et aux ateliers.



Entendu

« On n'apprend pas le français au Sénégal avec un livre disant : Pierre va voir la tour Eiffel . »

Jean-René Bourrel
responsable de projet à l'OIF



Témoignage

« En fonction de nos expériences et de nos attentes, certains participants ont semblé plus que satisfaits par les débats et les précieuses informations apportées par le rapport de l'UNESCO sur l'éducation pour tous, présenté par madame Bella. D'autres, au contraire se sont montrés déçus par le peu d'espace/temps laissé aux acteurs de terrain. Pour ma part, je pense qu'il est indispensable que ce type de manifestation ait lieu. Bien que frustrant, des échanges enrichissants permettent le partage primordial d'expériences et d'un diagnostic commun. Mes premiers pas dans ce monde plus solidaire renforcent ma conviction d'un travail entre partenaires s'inscrivant dans une démarche institutionnelle et éminemment politique. Les actions de solidarité internationale peuvent à long terme être source de développement durables lorsqu'elles sont réfléchies comme une source d'enrichissement mutuel, avec ou sans petits fours ! »

Anne Sodji,
étudiante en licence professionnelle d'ingénierie
de projet de solidarité internationale à l'université de Bordeaux3,
chaire UNESCO

Awa Fall Diop

« Le dictionnaire, j'ai commencé à le lire et à l'apprendre à 7 ans. Lettre après lettre... Ma mère, qui était analphabète, voulait que tous ses enfants réussissent leurs études et aillent loin. » Celle qui parle a l'élégance et le charisme d'une femme forte et le regard qui porte loin. Aussi loin que son engagement. Ancienne ministre, Awa Fall Diop est aujourd'hui directrice exécutive de l'Observatoire sur les relations de genre au Sénégal (ORGENS). Un poste qui l'a menée tout naturellement à participer aux 4^e Assises de la coopération décentralisée, qui s'inscrivent tout à fait dans son parcours personnel et professionnel. « Nous sommes réunis ici autour de trois rapports qui qualifient toute mon existence, sourit-elle. Tout d'abord, l'éducation, qui a fait que je suis devenue ce que je suis. Puis la question de l'éducation des filles. Une question qui m'est chère, puisque je reste persuadée que la démocratie, sous quelque forme que ce soit, ne peut voir le jour et s'enraciner tant que les filles ne peuvent accéder à la formation et à l'éducation. Et enfin, la notion d'espace francophone, car je suis francophone, et c'est cette langue, qui est ma langue, qui me permet de voyager, d'entrer en contact avec les gens, à l'étranger et même au sein de mon pays. Et donc, quand on parle d'éducation dans la Francophonie qui intègre la femme, cela constitue un aimant très fort pour la personne que je suis. » En venant à Bordeaux, Awa Fall Diop confie être venue chercher une validation de l'analyse qu'elle peut faire en tant que directrice de l'Observatoire sur les relations de genre au Sénégal (ORGENS). Elle souhaitait découvrir de nouvelles perspectives, s'enrichir de nouvelles expériences, renforcer son carnet de collaboration, revenir avec de nouvelles informations en matière d'éducation dans l'espace francophone. Mission accomplie pour celle qui avoue « être arrivée avec 10 kg de bagages, mais repartir avec 15 kg de richesses humaines supplémentaires! »



Retrouvez l'intégralité des débats sur
www.cooperation.aquitaine.fr



Mohamed Mostaghfir

Après avoir enseigné la philosophie pendant près de 20 ans à des lycéens au Maroc, M. Mostaghfir s'est reconverti dans l'agriculture en reprenant l'exploitation de ses parents. Il est aujourd'hui président d'une coopérative agricole qui regroupe 450 producteurs de lait. C'est en sa qualité de président des Maisons Familiales Rurales du Maroc qu'il assistait aux Assises. Mohamed Mostaghfir explique son engagement associatif ainsi : « Les acteurs associatifs sont nés comme ça, c'est comme les groupes sanguins. Certaines personnes sont prédisposées à donner plus qu'elles ne reçoivent ».

Portrait de Victoire Nahimana

Victoire Nahimana, directrice générale des Bureaux Pédagogiques au Burundi, est venue aux Assises pour partager son expérience dans le cadre du programme IFADEM. Pour elle, les Assises représentent surtout l'occasion d'un échange sur un pied d'égalité sur les progrès et les défaillances des parties prenantes présentes aux Assises. « Le dialogue est encore déséquilibré, trouve-t-elle, et un renforcement de la solidarité entre les pays francophones est nécessaire. »





Au cœur des Assises

Le Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale (RADSI) faisait partie du comité de pilotage de l'organisation de l'événement. Le but était de rencontrer d'autres acteurs du développement solidaire et de se faire connaître. Mais aussi de s'informer sur ce qui se fait. Sur ces points, la rencontre a permis de nombreux échanges, particulièrement durant les moments informels.



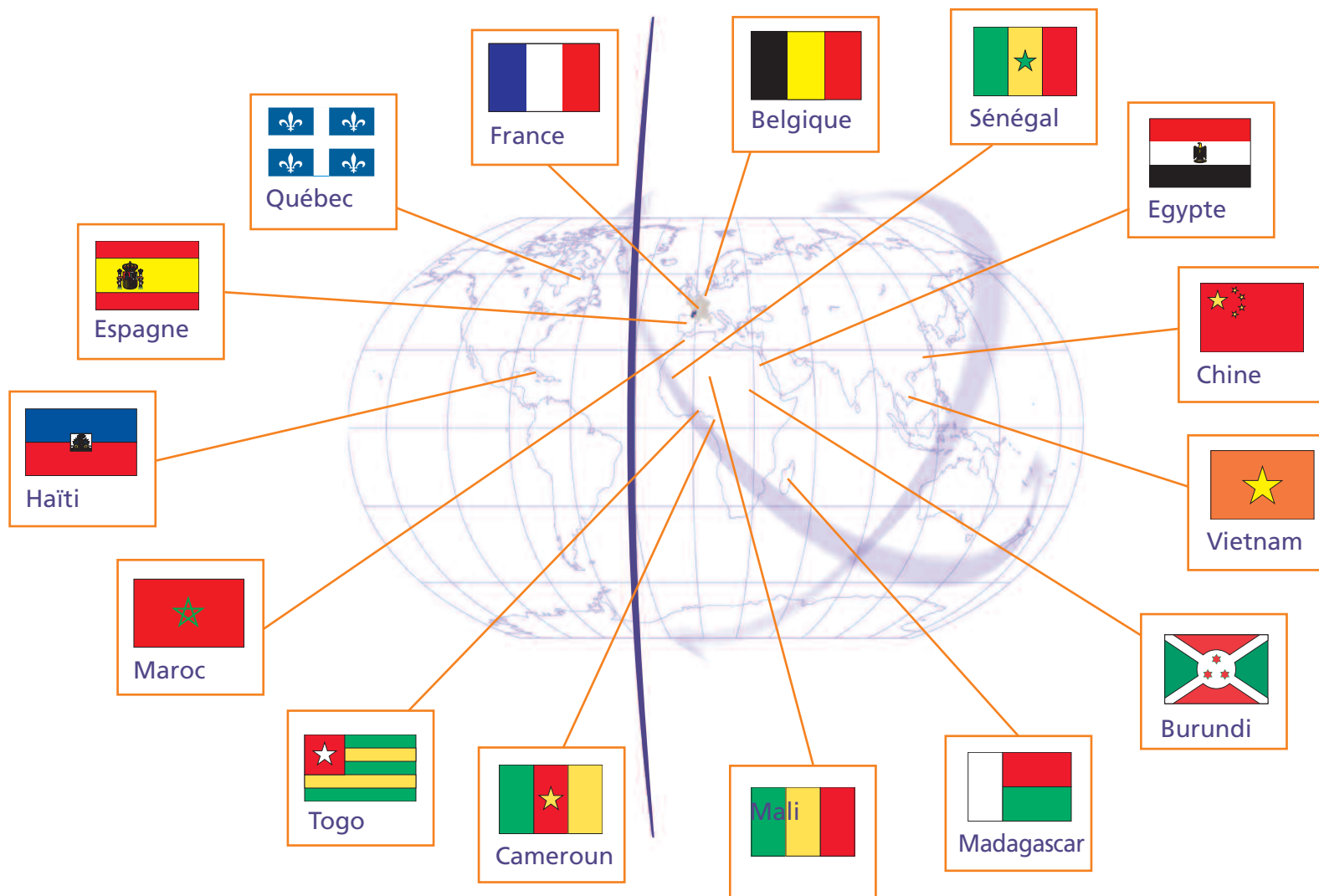
« MINGARI » on est là...

avec le groupe *Moussa Molo*, une musique venue d'ailleurs pour le dîner du jeudi

C'est en s'appuyant sur son bâton de berger dans son village natal de Casamance au Sénégal, qu'Abdou Sow a pris « le chemin sous ses pieds » et traversé plusieurs pays avant d'arriver en France. En Afrique, la musique fait partie du quotidien de chacun. Les griots en sont les détenteurs. A l'étranger, elle suscite la curiosité qu'on porte à ce qui est inconnu, elle permet d'édifier un pont entre les deux continents. En 1999, Abdou devient l'initiateur du groupe *Moussa Molo* qui se caractérise par l'interculturalité des musiciens. Puis, tout en gardant *Moussa Molo* qui reflète les « musiques du monde », il poursuit sa route vers d'autres pâturages et en 2007, rassemble dans l'oasis de Goditati de nouveaux pasteurs issus d'autres horizons.



Pays et provinces représentés lors des 4^e Assises de la coopération



Délégation régionale Planification,
Affaires européennes et internationales
Tél. : +33 (0)5 57 57 80 28
E-mail : cooperation@aquitaine.fr

Conception - rédaction :
www.aggelos.fr - Aggelos est
signataire de la charte Com'Avenir
Crédit photos : © Alban Gilbert
Imprimé sur papier recyclé - 2000 ex.

Merci aux étudiants de l'Ifaid, de Bordeaux 3 et de l'IEP pour leur participation aux outils de restitution des Assises, sous la responsabilité d'Annie Najim, maître de conférence en sciences de l'éducation, Chaire Unesco, d'Elisabeth Hofmann, Professeur associé Chaire Unesco, Réseau Genre en Action, de Ghislain Brégeot, directeur de l'Ifaid et de Céline Thiriote, maître de conférence en sciences politiques à Sciences Po Bordeaux.

IFAID : Michel Castro, Muriel Chauvin, Florence Flies, Marjolaine Lhopital, Mickael Mbenze, Anne-Lise Thevenin.

LICENCE PRO BORDEAUX 3 : Arthur Autin, Pierre-Louis Bercion, Olivia Cauët, Magali Lansalet, Hanane Mhiddeb, Anne Sodji

IEP : Solenne Boutin, Clotilde Caillault, Marie Devers, Maëlle Grimaud, Benjamin Jeromin, Manon Muti.

